

LE CAPITALISME COGNITIF : DU DÉJÀ VU ?

[Enzo Rullani](#)

Association Multitudes | « [Multitudes](#) »

2000/2 n° 2 | pages 87 à 94

ISSN 0292-0107

DOI 10.3917/mult.002.0087

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-multitudes-2000-2-page-87.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Association Multitudes.

© Association Multitudes. Tous droits réservés pour tous pays.



Le capitalisme cognitif : du déjà vu ?

PAR ENZO RULLANI

1.

Pourquoi parlons-nous aujourd'hui de capitalisme cognitif ? Dans la pléthore de discours sur l'économie de la connaissance on délaisse, en général, la question la plus importante : à savoir, pourquoi aujourd'hui sent-on le besoin de lier la production de valeur économique à la production de connaissance ? Pourquoi ce besoin émerge-t-il avec force aujourd'hui plutôt qu'il y a dix ou vingt ans ?

Le lien entre économie et connaissance n'est pas une nouveauté. Ce lien existe, et il pèse lourd depuis qu'avec la révolution industrielle, la production a commencé à utiliser les machines (c'est-à-dire, la science et la technologie incorporées dans les machines) puis, avec Taylor, à organiser scientifiquement le travail. Toute l'histoire du capitalisme industriel, pendant ses deux siècles d'existence, est l'histoire de l'extension progressive des capacités de prévision, de programmation et de calcul des comportements économiques et sociaux à travers l'utilisation de la connaissance. Le « moteur » de l'accumulation du capital a été mis au point par le positivisme scientifique qui a recueilli, au siècle dernier, l'héritage des Lumières, et qui a inscrit le savoir dans la reproductibilité.

La connaissance a été mise au service de la production en tant que connaissance déterministe, dont la tâche est de contrôler la nature à travers la tech-

nique et les hommes à travers la hiérarchie. Les résultats en termes d'avantages pratiques ont été remarquables (augmentation de la productivité et des revenus), mais cela au prix de la perte de la force libératrice d'une raison qui, après s'être pliée à d'antiques assujettissements semblait prête à imaginer, sentir, communiquer bien au-delà des limites de l'utilitarisme. En réduisant la connaissance à un simple moyen de calcul et de contrôle technique, la modernisation a comprimé la variété, la variabilité et l'indétermination du monde, pour le conformer aux exigences de la production. En d'autres termes, la modernité a réduit de manière forcée la complexité (variété, variabilité, indétermination) de l'environnement naturel, de l'organisme biologique, de l'esprit pensant et de la culture sociale aux dimensions tolérées par la fabrique industrielle. C'est-à-dire : à très peu ou à rien du tout.

Au cours des deux derniers siècles, la connaissance a joué son rôle dans l'objectivation du monde en adaptant la nature et les hommes à la production. Elle n'y est pas parvenue jusqu'au bout. Néanmoins, dans ce processus, la connaissance est devenue partie intégrante du capitalisme industriel, avec les machines, les marchés et le calcul économique. Dans le capitalisme moderne, la connaissance est donc depuis longtemps devenue un facteur de production nécessaire, autant que le travail et le capital. Il s'agit plus précisément d'un facteur intermédiaire. Un peu comme la machine, la connaissance « stocke » la valeur du travail (et des autres facteurs productifs) employé pour la produire. À son tour, la connaissance entre dans la production en gouvernant les machines, en gérant les processus, en générant de l'utilité pour le consommateur. Dans le circuit productif du capitalisme industriel, le travail génère la connaissance et la connaissance, à son tour, génère la valeur. Ainsi, le capital, pour se valoriser, ne doit pas seulement « subsumer » (suivant les termes marxistes) le « travail vivant », mais aussi la connaissance qu'il génère et qu'il met dans le circuit. Ce sont justement les difficultés de cette « subsomption » qui empêchent de réduire de manière simple la connaissance à du capital et qui par conséquent donnent son sens à l'idée de capitalisme cognitif. En effet :

1) Dans le circuit productif de la valeur, la connaissance constitue un médiateur très peu docile, car la valorisation des connaissances répond à des lois très particulières. Ces lois diffèrent profondément de celles imaginées par la pensée libérale ou marxiste dans leurs théories res-

pectives de la valeur ; par conséquent, le capitalisme cognitif fonctionne de manière différente du capitalisme tout court ;

2) Cette différence qui a toujours existé, émerge aujourd'hui et elle est facilement reconnaissable au fait que les processus de virtualisation séparent la connaissance de son support matériel et la rendent [re] productive, échangeable, utilisable de manière distincte, tant du capital que du travail qui ont été employés pour la produire. Le postfordisme, qui utilise largement de la connaissance virtualisée, s'avère complètement incompréhensible en l'absence d'une théorie du capitalisme cognitif ;

3) La valorisation de la connaissance, surtout quand celle-ci est utilisée en forme virtuelle, génère toute une série de *mismatching* (incohérences) dans le circuit de la valorisation. Le processus de transformation de la connaissance en valeur n'est donc pas linéaire et stable dans le temps. Au contraire, il implique l'instabilité, des points de discontinuité, des catastrophes, une multiplicité de sentiers possibles. C'est justement lorsqu'on se place d'un point de vue postfordiste que les obstacles rencontrés par la valorisation de la connaissance mettent à découvert des espaces de « crise. » Cependant, c'est dans ces espaces qui sont aussi des espaces de liberté, que peuvent s'insérer des solutions nouvelles et des transformations institutionnelles originales. Voilà pourquoi, c'est à bon droit que l'on parle tant de capitalisme cognitif.

2.

La connaissance n'est pas une ressource naturellement rare, sa rareté est seulement artificielle. En tant que terme intermédiaire, la connaissance n'aurait aucune influence sur la théorie de la valeur si elle n'était qu'une sorte de bien semi-fini qui ne fait que « conserver » et « transmettre », aux processus en aval, la valeur du capital et du travail utilisés pour la produire. Cependant, tel n'est pas le cas. Ni la théorie de la valeur de la tradition marxiste, ni celle libérale, actuellement dominante, ne peuvent rendre compte du processus de transformation de la connaissance en valeur. En fait :

- La connaissance a certainement une valeur d'usage (pour les utilisateurs, pour la société) mais elle n'a pas une valeur-coût de référence qui puisse être employée comme référence pour déterminer la valeur d'échange, et fonctionne soit comme coût marginal (théorie néo-classique), soit

comme coût de reproduction (théorie marxiste). En effet, le coût de production de la connaissance est fortement incertain (le processus d'apprentissage est par sa nature même aléatoire) et, surtout, il est radicalement différent du coût de sa reproduction. Une fois qu'une première unité a été produite, le coût nécessaire pour reproduire les autres unités tend vers zéro (si la connaissance est codifiée). En aucun cas ce coût n'a à voir avec le coût de production initial ;

- La valeur d'usage de la connaissance n'est pas non plus le point fixe sur lequel appuyer la valeur d'échange, comme cela se produit avec l'utilité marginale dans la théorie néoclassique de la valeur. En fait, indépendamment de la valeur d'usage pour les utilisateurs, dans un régime de libre concurrence, la valeur d'échange d'une marchandise dont le coût de reproduction est nul, tend inévitablement vers zéro. La valeur d'échange de la connaissance est donc entièrement liée à la capacité pratique de limiter sa diffusion libre. C'est-à-dire de limiter avec des moyens juridiques (brevets, droits d'auteur, licences, contrats) ou monopolistes, la possibilité de copier, d'imiter, de « réinventer », d'apprendre des connaissances des autres.

En d'autres termes, la valeur de la connaissance n'est pas le fruit de sa rareté (naturelle), mais découle uniquement des limitations établies, institutionnellement ou de fait, à l'accès à la connaissance. Cependant, ces limitations n'arrivent à freiner que temporairement l'imitation, la « réinvention » ou l'apprentissage substitutifs de la part d'autres producteurs potentiels. La rareté de la connaissance, ce qui lui donne de la valeur, a donc une nature artificielle. Elle dérive de la capacité d'un « pouvoir », quel que soit son genre, d'en limiter temporairement la diffusion et d'en réglementer l'accès.

3.

Économie de la vitesse. La valeur des actifs cognitifs, qui est garantie par cette forme de rareté artificielle, tend structurellement à décroître avec le temps. Les valeurs économiques sont inscrites dans le temps et varient avec celui-ci. En ce sens, l'économie de la connaissance est une économie de la vitesse : les valeurs ne sont pas des stocks qui se conservent dans le temps, elles décroissent avec l'augmentation de la vitesse des processus. Pour pouvoir extraire de la valeur des connaissances, il faut alors en accélérer l'usage par leur diffusion la plus large possible ; en même temps,

souvent en raison même de sa diffusion, la connaissance est socialisée. C'est-à-dire qu'elle devient patrimoine commun aux concurrents et aux utilisateurs potentiels, au fur et à mesure que les barrières qui en limitent l'accès s'abaissent. Diffusion et socialisation sont deux processus parallèles. Toutefois, le propriétaire (ou le possesseur) de la connaissance doit les maintenir écartés, en accélérant le premier et en ralentissant le deuxième. La valeur disponible pour les producteurs dépend donc, à chaque moment, du gap qu'ils arrivent à maintenir entre la vitesse de la diffusion et celle de la socialisation. Le pouvoir contractuel (substituabilité) des différents maillons et des différents facteurs, détermine, à travers les prix des connaissances échangées sur les marchés « intermédiaires », la distribution de la valeur disponible entre entreprises d'une part, et entre facteurs d'autre part.

4.

La connaissance informe l'accumulation de capital. Le rapport entre valeur (d'échange) et connaissance est très complexe, du fait qu'il est soumis à l'effet multiplicateur de la diffusion et à celui démultipliateur de la socialisation. Le capital cognitif intériorise les lois de la valorisation de la connaissance. C'est-à-dire, la logique des rendements décroissants dans le temps, de l'accélération de sa diffusion, de la limitation de sa socialisation, de la réduction, par tous les moyens, de son caractère substituable. De plus, il s'agit d'un processus qui reste toujours, dans une certaine mesure, indéterminé. Il n'y a pas une manière optimale d'employer les connaissances afin d'en tirer le profit maximum. Car chaque opérateur doit explorer, à son propre risque, l'espace des différentes possibilités de diffusion, de socialisation et de substitution dans la *supply chain* (la chaîne de l'offre).

En fait, l'accumulation des connaissances et de la valeur qu'elles génèrent est un processus expérimental qui prend forme dans différents contextes et qui s'opère sans que les résultats soient prédéterminés. Cela n'a rien à voir avec l'homogénéité du capital argent qui prétend prévoir et niveler les taux de profit des différentes unités abstraites du capital. Les processus cognitifs partent de contextes différents et procèdent de manière expérimentale. Ainsi, ils n'admettent pas une réponse unique, mais plusieurs réponses. La variété des situations et des stratégies possibles différencie

structurellement et de manière durable les différentes unités du capital cognitif. Chacune incorpore des connaissances de départ différentes, adopte des sentiers de valorisation différents et, *in fine*, chaque unité obtient un taux de profit différent.

Ce qui vient donc à manquer, c'est l'abstraction réelle (la réduction du travail à du temps de travail) grâce à laquelle le capital marxien réalisait la subsomption du « travail vivant », en le réduisant à du capital argent. Dans la subsomption des connaissances, le capital cognitif reste contextuel et différencié, bien qu'il utilise, en partie, de la connaissance abstraite. L'égalisation des taux de profit qui rend homogène le capital financier, en lui donnant la forme de capital-argent, est donc contredite de manière éclatante. Cela est dû à la nature située, spécifique, en partie auto-référentielle, du capital cognitif, que le capital financier prétend niveler et diriger. Le capital-argent n'arrive, en réalité, à affirmer son homogénéité qu'en séparant le niveau financier du niveau productif, dans lequel les capitaux cognitifs sont et restent profondément différenciés. Les deux « âmes » du capital, c'est-à-dire la forme connaissance (capital cognitif) et la forme argent (capital financier) ne se fondent pas l'une dans l'autre. Elles restent distinctes, et donnent lieu à toute une série de *mismatchings* (incohérences).

5.

LES MISMATCHINGS typiques du capitalisme cognitif. Au sein du capitalisme cognitif, la logique intrinsèque de la valorisation de la connaissance ne coïncide pas avec les acteurs, mieux, elle s'oppose ouvertement à eux (les entreprises en premier lieu, mais aussi les travailleurs, les consommateurs, etc.) qui devraient la produire et l'utiliser. En d'autres termes, il se crée une incohérence, une forme de *mismatching* entre les valeurs qui concourent au cycle d'accumulation des connaissances et celles qui concourent à la formation de la valeur. À cause de cette incohérence : - La valeur qui peut être extraite des connaissances produites n'est pas maximisée, car la diffusion reste inférieure à celle potentiellement possible ; — Si, du fait même de ce manque de diffusion, il n'y a pas suffisamment de garanties sur les rendements, les nouveaux investissements en connaissance ne sont pas réalisés. Ou bien, ils sont réalisés en quantité moindre, par rapport à ce qui aurait été possible et souhaitable pour la société. Dans

le premier cas il y a un gâchis social, un usage peu efficient d'une ressource disponible. Dans le deuxième, il y a sous-accumulation tant au plan cognitif qu'à celui de la valeur : la productivité et le revenu produit s'accroissent moins que ce qui serait possible d'obtenir si l'on augmentait de manière appropriée les investissements en apprentissage. Il s'agit de deux situations sur lesquelles on peut intervenir : pour ce qui est de l'entreprise, on peut intervenir par des innovations organisationnelles, contractuelles, institutionnelles qui réduisent les effets de *mismatching*; du point de vue politique, on peut intervenir par des innovations institutionnelles et contextuelles qui rendent à la fois gouvernable le *mismatching* et réalisables les investissements socialement convenables.

Dans le fonctionnement du capitalisme cognitif, il y a au moins trois grandes occasions de *mismatching*, en fonction de l'opposition qui apparaît entre : (a) la diffusion et l'appropriation. La connaissance génère de la valeur si elle se diffuse, mais la diffusion tend à réduire son degré d'appropriabilité. (b) le temps de la vie et le temps de la production. Le temps de la vie procède avec la lenteur nécessaire à l'apprentissage complexe. Le temps de la production est par contre dominé par la vitesse d'apprentissage simplifié, qui génère un monde étranger, aliénant, d'objets et de comportements, par rapport au monde de la vie; (c) le risque et l'investissement cognitif. Les personnes, les entreprises et les territoires risquent de se tromper lorsqu'ils cherchent à s'orienter dans des situations complexes, dans lesquelles la valeur de leurs propres ressources n'est pas garantie. Dans le but de minimiser le risque, ils réduisent l'investissement en nouvelles connaissances, et se mettent ainsi à la marge du processus d'apprentissage social et de production de valeur.

6.

Une esquisse des capitalismes possibles. Les trois problèmes ici rappelés, nous offrent la possibilité d'esquisser les différentes variantes du capitalisme cognitif. Les pays, les régions, les entreprises, les travailleurs et les consommateurs ont, au cours du temps, choisi des positionnements différents dans cette esquisse idéale des réponses possibles. Certains ont même introduit des innovations techniques, organisationnelles et institutionnelles capables de déplacer le *trade-off* (l'arbitrage) et d'engendrer cette sorte de

nouvelle valeur potentielle. Lorsqu'il y a eu des avancées remarquables sur ce terrain, l'orientation prise par la gestion des *trade-off* a changé. Cela a créé une discontinuité entre « l'avant » et « l'après » que l'on peut décrire correctement comme un changement de paradigme, comme le passage d'un capitalisme cognitif à un autre. Les différents paradigmes qui se sont succédé depuis la révolution industrielle (le capitalisme mercantile dans le dix-neuvième, le fordisme dans le vingtième, le postfordisme dans notre siècle) ont reposé, chacun, sur des avancées importantes sous une forme ou une autre dans les *trade-off* rappelés ci-dessus. Au cours du temps, ces paradigmes ont réalisé des systèmes cohérents de gestion du circuit cognitif. ■

– TRADUIT DE L'ITALIEN PAR ANTONELLA CORSANI.